

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18631 - 72ÈME ANNÉE

Rapport d'Orientation politique du 9e Congrès du PCR —4—

Rassemblement sans exclusive pour un nouveau cadre



Adoption du rapport politique, dimanche 5 février dernier.

Lors de la conclusion du rapport politique présenté par Yvan Dejean, le porte-parole du PCR a résumé l'orientation qui sera par la suite adoptée par les délégués du 9e Congrès : rassemblement sans exclusive pour aller vers un nouveau cadre pour La Réunion.



Camarades,
J'ai été peut-être un peu long. Mais nous ne sommes pas dans une réunion ordinaire du Parti. C'est un moment solennel où les communistes définissent leur ligne stratégique entre deux Congrès.

Mandaté par mon Parti pour vous présenter ce rapport je mesure également la responsabilité qui a été la mienne d'essayer d'être le plus clair possible d'autant que je n'ai pas été exhaustif. Mais le temps est compté pour pouvoir tenir sur une journée de travail.

Ça ne vous aura pas échappé que le rapport n'expose pas toutes nos propositions mais dans les échanges qui auront lieu, je reste persuadé que les camarades sauront enrichir ce rapport.

Pour conclure, je vous dirais que nos propositions sont une contribution au débat que nous voulons le plus consensuel possible pour parler d'une même voix à Paris ou en Europe.

Parler d'une même voix c'est parler la voix de La Réunion.

« Sauver notre pays et notre peuple »

Mesdames, Messieurs les invités,
Mesdames, Messieurs de la presse,
Les communistes de La Réunion et les Congressistes sont conscients qu'un certain nombre de nos propositions bousculent les habitudes et les pratiques. Nous sommes conscients qu'une collectivité délibérante avec des pouvoirs et un fond de développement procédent d'une démarche radicale de ce qui ce pratique aujourd'hui.

Nous sommes tout autant conscients que demander à l'Union européenne des compétences pour mener une vraie politique de co-développement bouscule les men-

talités.

Mais de notre point de vue c'est cela le changement et c'est ce changement qu'il faut le plus rapidement possible pour sauver notre pays et notre peuple.

Quand nous disons le plus rapidement possible nous ne l'exigeons pas pour demain matin. Ce changement doit s'inscrire dans le temps et c'est ce cap, c'est cette ambition que notre Congrès veut définir pour les mois et les années à venir. Ce cap nous pouvons l'atteindre ensemble si nous sommes unis, rassemblés, solidaires, responsables.

Ce rassemblement nous l'appelons à le faire sans exclusive au bénéfice de notre population.

« Un nouveau cadre »

Ainsi toutes et tous ont bien compris notre position :

Il faut un nouveau cadre pour La Réunion !

Il faut définir **un nouveau cadre pour coopérer** dans notre zone économique !

Il faut réinventer **un nouveau cadre dans nos relations avec l'Europe** !

Chers – es camarades

C'est en empruntant ce chemin-là que notre peuple conduira en responsabilité les affaires de notre pays

Vive le Parti Communiste Réunionnais

Vive La Réunion

Je vous remercie.

Edito

Egalité réelle : rattrapage de 70 ans de retard

C'est aujourd'hui qu'a lieu au Sénat le vote final du projet de loi sur l'égalité réelle. Adopté à l'unanimité des deux chambres, le texte est ensuite passé par une commission paritaire afin d'aplanir les divergences entre l'Assemblée nationale et le Sénat quant à son contenu. Après le vote des députés, le passage au Sénat sera donc le point final d'un projet lancé depuis près de deux ans. Ce que le président de la République fixait comme point de départ d'une nouvelle ère pour l'outre-mer sera en réalité une loi de rattrapage.

Comme l'ont souligné les débats en première lecture au Sénat, l'accord s'est fait sur les mesures sociales inscrites dans le texte. En effet, contrairement à ce que prévoyait la loi du 19 mars 1946, l'égalité n'a pas été effective au 1er janvier 1947. Les lois sociales adoptées ensuite ont tardé à être appliquées ensuite à La Réunion, alors qu'elle devaient l'être immédiatement selon cette même loi.

En définitive, l'égalité réelle constitue donc un rattrapage de 70 ans d'errements. Cela donne une mesure du retard pris dans notre île par le dévoiement de la loi de départementalisation. Car aujourd'hui, plus personne ne peut contester l'égalité sociale. C'est ce qu'il ressort du vote unanime des groupes politiques du Parlement.

Mais l'étape du développement, qui aurait dû commencer le 1er janvier 1947, reste désormais à écrire.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Le candidat de la droite reporte une séquence médiatique

François Fillon rattrapé par le « Penelopegate » à La Réunion

Hier matin à Saint-Denis, la présence de manifestants pour la transparence de la vie politique a-t-elle impressionné un candidat à la présidence de la République ? Les casseroles du « Penelopegate » ont raisonné jusqu'à La Réunion.

En venant pendant trois jours à La Réunion, le vainqueur de la primaire de la droite a voulu prendre du champ par rapport à la polémique née d'une enquête du Parquet national financier sur les conditions de travail de son épouse Pénélope Fillon, employée en tant qu'assistante parlementaire. En France, des députés du Parti Les Républicains plaident ouvertement pour que François Fillon renonce à sa candidature à la présidentielle, et soit remplacé par une autre personne.

Mais c'était sans compter sur la vigilance d'un comité de citoyens comprenant notamment des membres d'ATTAC. Ces derniers se sont placés dans des endroits stratégiques de la visite pour manifester l'exigence de transparence qui incombe à tout candidat à l'élection présidentielle. Samedi à l'Etang-Salé, ils ont dû affronter les coups des nerfis de la droite qui refusaient que la liberté d'expression puisse s'ex-

primer. Dimanche lors du meeting de Saint-Pierre, ils ont accueilli les participants en frappant des casseroles.

Hier matin, ils étaient présents au Barachois où François Fillon avait deux séquences médiatiques pré-

vues : devant la statue de Roland Garros et au monument de la France libre. Finalement, le candidat de la droite a dû reporter ces deux séquences prétextant un problème d'emploi du temps. Etrange coïncidence ?

Appel à la grève à la SEMITTEL

La section syndicale CGTR de l'entreprise de transport urbain SEMITTEL a déposé un préavis de grève depuis le 20 janvier 2017 « pour exiger une vraie négociation salariale au sein de la SEMITTEL ».

« Lors des négociations de la NAO (négociation annuel obligatoire) le président de la SEMITTEL a rejeté la proposition d'une augmentation de 200 euros revendiquée par le personnel et ne fait aucune proposition concrète et satisfaisante pour le personnel », indique la CGTR. Le syndicat rap-

pelle que « cela représente une base de négociation et un rattrapage du salaire de base de 1 % annuel car pas d'évolution depuis plusieurs années. Sachant que le plus bas salaire est de 1200 euros avec des conditions de travail qui se dégradent dans le transport ».

« Malheureusement nous n'avons plus d'autres choix que de se mettre en grève avec tous les inconvénients pour la population », constate la CGTR qui estime que « les moyens existent pour que la direction de la SEMITTEL évite cette grève, la balle et la responsabilité sont dans le camp de la direction ».

Madame Thénor nous a quittés

Témoignages a eu la tristesse d'apprendre le décès de Madame Thénor, épouse d'un regretté camarade qui s'était fortement impliqué dans la vie de notre journal.

Hier soir, une délégation du PCR composée d'Ary Yée Chong Tchi Kan, d'Alain Gravina et de Georges Gauvin, ainsi que de Manuel Marchal pour Témoignages, s'est rendue à la veillée mortuaire pour présenter les condoléances du Parti. Les obsèques se dérouleront aujourd'hui au même lieu.

À la famille, aux proches et aux amis de Madame Thénor, Témoignages adresse ses sincères condoléances.

In kozman pou la rout

« Mèm si ou i lèv out pyé vit, ou i koul dann lo kant mèm »

Nana d'moun la touzour rèv marsh dsi d'lo. Ni koné lo zistoir Zézi kan li la marsh dsi lo lak Tibèryad é kan li la fé pèr son z'apot Pyèr té i kroi li sava noiyé. Mi rapèl in ga té i koné pa nazé, l'avé fé in paryaz li marsh dsi basin d'lo é li té i éplik : avan in pyé i anfon mi anvoye l'ot, avan ké l'ot i anfos mi anvoye lo promy pyé, ziska ké mi ariv l'ot koté basin . Zot i koné kosa l'arivé ? Bin rozman l'avé inn-dé ga téi koné nazé épi la tir ali dann lo malpasé. Sa i vé dir, dann la vi, i fo pa rode l'inposib. Ou i trouv ar pa li ! Mé l'inposib, pou son par, li va trouva ou ! Alé ! Fé travay z'ot koko la dsi é nou va artrouv pli d'van sipétadyé.

Conférence de Jacques Nikonoff

Mondialisation néo-libérale : outil de domination pour les ultra-riches

Jacques Nikonoff, candidat à la présidentielle du Rassemblement pour la démondialisation, tenait une conférence hier à l'Université de La Réunion. L'occasion de réfléchir sur les tenants et les aboutissants de la « mondialisation néo-libérale ».

En visite à La Réunion depuis la semaine dernière, Jacques Nikonoff, candidat à la présidentielle du Rassemblement pour la démondialisation, tient également une série de conférences. La première a eu lieu hier dans un amphithéâtre de la Faculté de droit au Campus du Moufia. Le thème était la démondialisation. Un public nombreux avait répondu à l'invitation. Parmi les participants à la conférence, une forte délégation du PCR était conduite par Maurice Giroucel, secrétaire général.

Révolution néo-libérale

Dans son exposé, l'ancien président d'ATTAC est revenu aux origines de l'ordre économique actuellement dominant. Il a tout d'abord rappelé qu'au lendemain de la Seconde guerre mondiale, le capitalisme était discrédité. Cela a permis aux travailleurs d'obtenir d'importantes avancées en termes de salaires et de protection sociale. C'est ainsi que la majorité de la répartition de la valeur ajoutée allait vers le travail au détriment du capital. La révolution néo-libérale lancée en Occident dans les années 1980 a inversé ce rapport. En France, elle a été appliquée sous la forme du « tournant de la rigueur » mis en place par le gouvernement dirigé par les socialistes en 1983.

Une guerre idéologique a été menée pour relégitimer le système capitaliste. Elle s'est traduite par une prise de contrôle des médias, devenus des agents de promotion de cette orientation.

Puis Jacques Nikonoff a décrit les trois piliers de la mondialisation néo-libérale. C'est tout d'abord le libre-échange qui met en concurrence les travailleurs et les régimes sociaux au profit de la

classe des ultra-riches. C'est ensuite la globalisation financière ou dictature des marchés. Conséquence d'un libre-échange qui pousse aux exportations, elle permet d'augmenter les profits alors que le marché intérieur se réduit. Elle consiste en des dispositifs financiers déconnectés de l'économie réelle. Elle se traduit par des « bulles financières » qui créent des bénéfices sans lien avec l'économie réelle. Le troisième pilier sont les « institutions supranationales » comme l'Union européenne. Ces organisations prennent en charge des pans de souveraineté des États. L'UE a une compétence exclusive pour la monnaie, le commerce extérieur et intérieur, la maîtrise des frontières et la pêche. OMC, OTAN et FMI sont d'autres institutions supranationales.

Le FN pour l'euro

Pour le président du Parti de la démondialisation, la situation est verrouillée au profit de l'idéologie ultra-libérale. Ce sont des politiques favorables aux ultra-riches alors que leurs promoteurs veulent faire croire qu'elles sont tournées vers les pauvres. La crise sera donc permanente tant que ce système sera mis en place. Ce dernier est d'une efficacité redoutable, car il permet aux ultra-riches de l'être toujours plus d'année en année.

Jacques Nikonoff a ensuite présenté le concept de démondialisation. Le but est de « scier les trois branches de la mondialisation néo-libérale ». La sortie de ce système ne peut se faire qu'à l'échelle d'un pays, estime-t-il.

C'est pourquoi « le sérum de vérité des partis politiques » est leur position vis-à-vis de ces trois piliers de la mondialisation néo-libérale. Le FN est compatible à cette idéologie

comme l'indique deux points de son programme. Tout d'abord, organiser un référendum sur la sortie de l'euro en sachant que la majorité des Français sont contre, ensuite conditionner cette sortie de l'euro à une démarche identique d'autres pays alors qu'aucun État membre de la zone euro ne veut la quitter.

La question du franc CFA

Au cours du débat qui ont suivi, parmi les questions une a concerné le franc CFA. Jacques Nikonoff voit dans cette monnaie « un vestige néo-colonial ». La Banque de France gère les réserves de change des pays qui utilisent cette devise. Le franc CFA a pour but de permettre aux industries françaises de s'approvisionner en matière première sans risque de change. Etant adossée à l'euro, c'est une monnaie forte qui pénalise le commerce entre les pays africains. Enfin, c'est une perte de souveraineté pour le pays utilisateur, car l'ancienne puissance coloniale contrôle la politique monétaire.

Après un pot de l'amitié, rendez-vous a été donné pour la prochaine conférence de Jacques Nikonoff. Elle se tiendra demain à Saint-Pierre et aura pour thème la fin du chômage à La Réunion.

M.M.

Oté

Nout kongré, in somenn apré !

In somenn la fine pasé dopi nou la roganiz nout névyèm kongré parti kominis rényoné é si ni rogard bien sak nout bann militan la tienbo dann sète afèr sé ké nout kongré lété bien réisi. Avèk o moins kat san sinkant délégué, épi plizyèr dizène z'invité. Si ou i azout avèk sa in bon l'anbyans militan épi in bon prezantasyon bann nouvo tèt nout parti sa i fé inn-dé bon poin anplis.

Moin la romark galman in bonpé nouvo militan pou komans pran la rolèv bann z'ansien. La vi lé konmsa : in kor sa i doi ronouvlé é nout parti li osi i doi ronouvlé firamézir. Pa pou ronouvlé sinplomman mé pou ète in bon zoutiy dann la min nout shanjman : shanjman nout pèi épi shanjman dann l'intéré nout pèp rényoné.

Pé s'fèr d'ot ké moin nora préfèr romak lo ton bann média la shanjé par raport nout parti mé sa sé in n'afèr mi pans i fo pa tro fé d'ka ansanm. Pou kosa ? Pars la press komèrsyal sé la voi d'son mète é son mèt sé l'arzan. Son mète sé galman dis pour san bann pli rish dann nout sosyété rényonèz. Arzout ankò avèk sa z'ot rogar porté arienk dann diréksyon l'oksidan, alé oir l'oksidan l'aprè pèrd dé plime in pé plis shak zour.

Ala pou kosa, d'aprè moin, tazantan nana konm in rolan l'anti kominis, donk l'anti-PCR pars konm moin la fine ékri in bonpé foi, nana arienk lo PCR k'i défann pou vréman isi La Rényon bann z'idé kominis épi l'idantité rényonèz... Sé konmsa k'in tèks in sèrtin Jules Bénard i trafik in pé partou dsi la toil, in tèks dépasé dopi lontan par nout pèp rényoné : dizon in tèks i transpir dann la mizèr intéléktyèl ké ni koné bien, in vré langouti intéléktyèl.

In langouti lé mèm pa itil konbat pou vréman zordi vi ké sé in nafèr k'i pass pi dann nout pèi La Rényon é dann nout pèp, lo pèp rényoné.

Justin